Un monde en guerre

Sous la direction de Claudia Senik

La Découverte
FONDATION POUR LES SCIENCES SOCIALES
Recherches

Sous la direction de

Claudia Senik

Un monde en guerre

Éditions La Découverte/Fondation pour les sciences sociales
2024

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner à notre lettre d'information sur notre site www.editionsladecouverte.fr

ISBN 978-2-348-08309-9

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, 2024.

34, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

Introduction

par Claudia Senik

Malgré les espoirs nourris par les démocraties après la Seconde Guerre mondiale, malgré la tentative de construire un ordre international fondé sur le multilatéralisme, et malgré la dissuasion nucléaire, un monde sans guerre semble introuvable. Au moment de sa diffusion, le titre de l'appel à projets qui a conduit à cet ouvrage comportait un point d'interrogation. Celui-ci évoquait, malgré la prévalence de la guerre en plusieurs points du monde, l'espoir d'une fin prochaine de la guerre en Ukraine. Depuis, l'agression russe n'a fait que s'approfondir et le monde est resté dans un équilibre fragile au bord du basculement. D'autres feux ont continué à flamber, d'autres foyers de tension se sont embrasés et, depuis le 7 octobre 2023, ce sont les suites du pogrom perpétré par le Hamas en Israël qui occupent les esprits.

Les chapitres de cet ouvrage n'abordent pas directement ce conflit, bien entendu, mais les thèmes développés par nombre d'entre eux en éclairent certaines dimensions au-delà de son contexte spécifique.

La guerre actuelle en Ukraine réactive quant à elle d'anciens débats : rationalité de la guerre, nature des interactions stratégiques entre protagonistes, mobilisation de la population civile, légitimité et efficacité des sanctions contre l'agresseur et, plus généralement possibilité d'une justification morale de la guerre. Elle soulève également de nouvelles questions. Du côté de la Russie, la guerre fait-elle l'objet d'un consensus au sein des élites et conforte-t-elle le pouvoir de l'État ? Pour l'Union européenne, ce conflit est-il l'occasion d'une cohésion approfondie, à l'image de l'accueil

coordonné des réfugiés ukrainiens ? Ce conflit illustre également l'étendue des armes et des cibles de guerre, des plus traditionnels tels que l'eau aux outils de communication les plus modernes.

Les douze contributions réunies dans ce volume investissent ces questionnements à l'aide des outils propres à différentes disciplines des sciences sociales et humaines. La plupart se rapportent à la guerre en Ukraine, mais certaines ramènent le lecteur au Moyen Âge ou à l'Antiquité, tandis que d'autres appréhendent la manière d'écrire l'histoire de la guerre ou de la représenter dans une œuvre picturale.

Les quatre premiers chapitres abordent la question de la morale et de la rationalité dans la guerre.

Ambre Ivol consacre un chapitre à l'historien Howard Zinn qui interroge la notion de guerre juste. Zinn est célèbre aux États-Unis mais largement inconnu en France, malgré ses travaux sur la Libération de la France, à laquelle il participa lui-même en tant que soldat. Car Zinn, formé au métier de bombardier-mitrailleur aux États-Unis, s'engagea volontairement dans l'armée de l'air américaine par conviction antifasciste, et participa aux dernières missions aériennes alliées en Europe. Il aida ainsi à la libération de l'une des dernières zones retranchées allemandes, située dans la région de Royan. Mais il resta hanté par le souvenir d'une mission au cours de laquelle son équipage déversa du napalm sur cette partie du territoire français encore sous contrôle allemand et, une fois devenu historien, il fustigea cette intervention en 1970 dans un article rapprochant Hiroshima et Royan, épisodes de lutte contre le fascisme impliquant de nombreuses victimes civiles. Howard Zinn devint l'une des voix engagées contre la guerre au Vietnam, dont il dénonça la brutalité, et notamment l'usage de bombes incendiaires au napalm, mais il est surtout célèbre pour ses écrits concernant les grandes luttes sociales des années 1960 aux États-Unis. Scientifique et militant, Zinn revendique une philosophie de l'histoire, le « présentisme », une pensée définie comme radicale, consistant à privilégier le point de vue des victimes tout en évitant le piège de l'utopisme, c'est-à-dire la tendance à l'idéalisation du camp des opprimés.

Christine Noël Lemaitre se penche, elle aussi, sur la dimension morale de la guerre, et plus précisément sur l'usage des sanctions économiques comme alternative à une intervention armée.

Comment les citoyens de l'Union européenne évaluent-ils sur le plan éthique les sanctions ciblées à l'encontre de la Russie ? L'autrice rappelle d'abord les deux grands registres de justification morale : le registre déontologique (kantien), fondé sur le respect de valeurs et de principes universels, et le registre utilitariste, fondé sur l'appréciation des conséquences d'une action (dans l'esprit de Jeremy Bentham ou de John Stuart Mill). Quant à la guerre juste, selon Michael Walzer, elle dépend du respect de certaines conditions relatives à son intention (*casus belli, jus ad bellum*) et à ses moyens (*jus in bello*). L'acceptabilité morale de la guerre suppose aussi que celle-ci soit assortie de chances raisonnables de réussite et que tous les moyens alternatifs de résolution du conflit aient été épuisés. Le *jus in bello* suppose surtout le respect d'un principe de proportionnalité entre l'action entreprise et la menace perçue, ainsi que la protection des populations civiles. Le chapitre présente ensuite le résultat d'une série d'entretiens semi-directifs réalisés en Europe. La très grande majorité des personnes interrogées considèrent que les mesures imposées par l'Union européenne à la Russie sont légitimes. Ce jugement s'appuie sur une forme d'idéalisme moral fondé sur la défense des valeurs de l'Union européenne (démocratie, état de droit et liberté) et l'intention des belligérants. Mais il insiste également sur le caractère proportionné des mesures adoptées, perçues comme un « moindre mal ». Conformément aux critères formulés par Walzer, ce sont donc des combinaisons entre idéalisme moral et réalisme politique qui justifient l'acceptabilité des sanctions. L'idéalisme moral pur, sans réserve, ne se retrouve dans aucun des entretiens menés.

Michaël Girardin interroge, pour sa part, la rationalité de la guerre dans le cas de la révolte des Juifs contre l'Empire romain. En 66 de notre ère, le peuple juif se soulève pour chasser de Judée l'occupant romain. Étant donné le rapport de forces, la cause est perdue d'avance. Mais l'auteur pense en saisir la rationalité profonde en se replaçant dans l'univers mental – culturel et religieux – des acteurs de l'époque. Rejetant la tentation de projeter des critères anachroniques sur les événements passés, il plaide pour une reconnaissance de la rationalité subjective des acteurs et refuse de plaquer des modèles interprétatifs modernes (lutte des classes, événements naturels) sur les causalités antiques. Il penche plutôt pour les explications religieuses données par

l'historien judéo-romain Flavius Josèphe. Il décrit pourtant la multiplicité des intérêts collectifs et particuliers qui attisent les tensions entre les Juifs eux-mêmes. La division des divers groupes religieux qui ont pu, un temps, collaborer contre leur ennemi commun (Rome) entraîne une guerre civile. Les ambitions des élites proromaines contribuent à construire les rivalités entre les groupes antiromains. De leur côté, les Romains prennent plusieurs mesures maladroites ou provocatrices. Finalement, lorsque la troupe romaine assiège Jérusalem, la ville est éclatée en plusieurs quartiers, autant d'« États » qui se combattent mutuellement, pour leur perte à tous. Malgré ce tableau, l'auteur revendique la rationalité des points de vue pluriels qui s'expriment et conduisent à la catastrophe, même si une définition plus exigeante de la rationalité, qui imposerait notamment une cohérence intertemporelle des objectifs, ne semble pas satisfaite.

C'est au contraire la peinture de la déraison dans la guerre qu'Ozvan Bottois analyse, à travers les tableaux exécutés durant la période napoléonienne par Francisco de Goya, Antoine-Jean Gros et Théodore Géricault. Ces œuvres revêtent une dimension politique, mais leur tonalité romantique traduit aussi une certaine fascination esthétique pour les horreurs de la guerre, que le chapitre interroge. Peut-on peindre les combats en évitant la complaisance ou la fascination pour la violence, la destruction et la souffrance humaine ? L'auteur trouve la réponse dans l'hypothèse suivante : bien loin de la traditionnelle idéalisation de la guerre et de ses héros, Goya, Gros et Géricault auraient exprimé, à travers la beauté morbide de leurs œuvres, l'inanité de la guerre et de la condition humaine. Goya met en scène la violence des conflits dans deux tableaux au format monumental, intitulés *Dos de mayo 1808* et *Tres de mayo 1808*, qui représentent la révolte et l'exécution des fidèles au roi d'Espagne durant la guerre d'Indépendance espagnole contre les Français. Dans *Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa*, Gros peint en 1804 le retour de la campagne d'Égypte du général Bonaparte vers ses soldats malades ou mourants, dont les chaires meurtries constituent une critique implicite de la guerre. Géricault, dans son *Portrait équestre de M. D.*, peint, dans un format monumental, un soldat anonyme prêt à se lancer dans le chaos du combat en arrière-plan. Ozvan Bottois voit dans les dispositifs picturaux mis en œuvre par Goya, Gros et Géricault une

modernité et un message, celui de l'inéluctabilité de la violence et de la bestialité de l'homme.

Les quatre chapitres suivants sont consacrés à la guerre menée par la Russie en Ukraine, et à ses conséquences sur l'Union européenne. Les deux premiers portent sur la situation en Russie.

Ekaterina Gloriozova analyse le rapport de la population russe à la guerre déclenchée par son président, Vladimir Poutine. La « spirale du silence » qui bâillonne les médias et les citoyens est-elle générale ? Pour le découvrir, il est impossible de recourir à un sondage, étant donné la crainte infligée à la population par le contexte répressif en Russie et la criminalisation de toute critique de la guerre, officiellement désignée par le terme d'« opération spéciale ». L'autrice adopte alors une méthode qualitative inspirée de l'anthropologie. Il s'agit, lors d'entretiens collectifs, de contourner la difficulté en présentant les discussions comme devant porter sur le sport. Des *focus groups* sont constitués, homogènes en termes d'âge et de niveau d'éducation, afin de faciliter le débat. Les questions sensibles ne sont jamais abordées de front et les participants sont invités à parler de la manière dont ils envisagent l'avenir et de leurs préoccupations quotidiennes. L'autrice s'intéresse à la force du conformisme au sein des groupes. De ce point de vue, le contraste est frappant entre la recherche de consensus entre les participants lorsque la conversation porte sur la guerre en Ukraine et les vifs désaccords qui s'expriment lorsqu'il s'agit de sport, les critiques allant jusqu'à toucher le président. Surtout, le fort consensus autour des valeurs patriotiques qui s'exprime au sein des groupes plus âgés est nettement moins marqué chez les jeunes. Ces derniers expriment des inquiétudes concrètes relatives à l'avenir, à la situation économique ou à la vie quotidienne, et évoquent la nécessité de s'exiler. Ils semblent donc moins sujets à la pression du conformisme.

Victor Violier analyse, quant à lui, les équilibres au sommet du pouvoir dans la Russie de Vladimir Poutine. Les élites économiques, mal désignées sous le terme d'oligarques, ont rapidement été mises au pas, et le pouvoir repose en réalité sur deux piliers principaux : d'une part, les structures de force (*siloviki* : service fédéral de sécurité [FSB], ministère de la Défense, ministère des Affaires intérieures, services du renseignement extérieur, etc.) qui infiltrent largement tous les lieux de pouvoir et, d'autre part, les

nouvelles élites administratives et politiques peuplant la « réserve de cadres », héritière de la Nomenklatura. Le Kremlin s'appuie aussi sur la réécriture de l'histoire, notamment l'instrumentalisation de la « Grande Guerre patriotique ». Avec le soutien de l'Église orthodoxe russe, il propage enfin une lecture « civilisationnelle » du conflit contre les puissances occidentales – aux valeurs réputées décadentes –, inspirée par l'idéologue néo-eurasiste Alexandre Douguine, fondateur du Parti national-bolchevique. Quant à l'opposition au Kremlin, elle vient non pas des libéraux – affaiblis ou exilés –, mais au contraire des nationalistes extrémistes proguerre, tels que les blogueurs militaires ou les correspondants militaires, qui critiquent la mollesse et l'embourbement des opérations en Ukraine. Enfin, des milices militaires privées, autorisées par la Douma, entrent en concurrence avec le pouvoir d'État, tels que le groupe Wagner, sous la direction de feu Evgueni Prigojine. Ainsi, paradoxalement, alors que le consensus politique au sommet du pouvoir semble s'être considérablement radicalisé et consolidé, la privatisation et la décentralisation des forces militaires constituent une nouvelle menace pour l'État fédéral de la Russie.

Les deux chapitres suivants analysent les réactions de l'Union européenne au conflit.

Sylvain Kahn se demande si la guerre en Ukraine laisse apercevoir le ferment d'un patriotisme européen, comme peut le suggérer la réaction unanime de soutien aux Ukrainiens de la part des Européens. Pour le savoir, l'auteur mobilise l'enquête Eurobaromètre conduite par la Commission européenne en 2022 et 2023. Une première question générale concernant l'accord avec « *la réponse apportée par l'UE à l'invasion russe de l'Ukraine* » reçoit une courte majorité d'assentiment. Viennent ensuite des questions plus précises relatives à différentes politiques publiques. Deux mesures bénéficient d'une approbation quasiment unanime : le soutien de type humanitaire et l'accueil dans l'UE des personnes fuyant la guerre. Les autres mesures reçoivent toutes au moins deux tiers de suffrages favorables, soit, en ordre décroissant : le soutien financier prodigué à l'Ukraine par l'UE ; le soutien militaire ; les sanctions économiques contre la Russie ; et les sanctions contre les médias russes présents dans les pays de l'UE. Dans la plupart des pays, et malgré des différences entre eux, les personnes sondées se déclarent ainsi nettement en accord avec les actions concrètes de

soutien à l'Ukraine et avec les sanctions contre la Russie. Certes, la plupart des sondés perçoivent l'invasion de l'Ukraine par la Russie comme une menace pour la sécurité de leur propre pays. Mais il ne s'agit pas uniquement d'un calcul d'intérêt, car presque huit Européens sur dix partagent l'affirmation selon laquelle « *en se posant contre l'invasion russe de l'Ukraine, l'UE défend les valeurs européennes* ». Par ailleurs, aux questions relatives à ce que doivent être les *priorités de l'UE*, les répondants désignent dans une très grande majorité une politique de défense et une politique étrangère, c'est-à-dire des politiques régaliennes.

Jean-Louis Iten s'intéresse pour sa part à l'accueil des exilés de guerre ukrainiens dans l'Union européenne. Pour faire face à l'urgence humanitaire créée par le déplacement d'environ 14 millions de civils, la Commission européenne a mobilisé un instrument juridique jamais utilisé auparavant : le mécanisme de protection temporaire, qui accorde aux personnes des droits harmonisés au sein de l'Union européenne. En France, la mise en œuvre de ces droits a été exceptionnellement rapide. Elle a évité aux exilés de guerre ukrainiens les étapes et les délais auxquels sont habituellement soumis les demandeurs d'asile. Des lieux dédiés ont permis de regrouper en un seul et même « guichet » tous les aspects du premier accueil. Tous les droits sociaux, l'accès à la santé et la scolarisation des enfants ont été offerts sans délai aux exilés. Des moyens exceptionnels ont été déployés pour leur accueil, soit en hébergement collectif, soit par la mobilisation des citoyens. Enfin, le mécanisme a encouragé une meilleure répartition de l'effort entre les États membres, en faisant une exception au « règlement de Dublin » qui impose de demander asile dans le pays d'entrée sur le territoire européen. L'auteur décrit pourtant les imperfections inévitables des dispositifs de protection, notamment le champ des personnes pouvant y prétendre, mais surtout l'évolution de l'accueil, initialement organisé pour être temporaire. Surtout, mettant constamment en regard les dispositions prises à l'égard des exilés ukrainiens et le traitement habituel des réfugiés et demandeurs d'asile, il fait apparaître les faiblesses de l'accueil réservé à ces derniers. Il plaide donc pour que cet épisode exceptionnel serve à améliorer la politique générale d'accueil des réfugiés par l'UE.

Les quatre chapitres qui suivent illustrent les formes anciennes et modernes de la guerre, du siège médiéval à l'utilisation de l'eau

et à la cyberguerre, en passant par la modernisation de la Défense française.

Francesca Musiani analyse le rôle de la sécurité numérique et de la connectivité dans la guerre, sur la base de nombreux entretiens semi-directifs réalisés en Ukraine et en Russie. Elle souligne tout d'abord l'importance du chiffrement des messages pour la protection des belligérants et le secret des informations stratégiques éventuellement transmises. Mais la cyberguerre est aussi une bataille pour le contrôle des infrastructures d'information, notamment les lignes terrestres, les câbles et les antennes-relais de téléphonie mobile. Les infrastructures numériques sont visées dans des opérations de censure, de désinformation et de surveillance, mais aussi parfois afin de couper l'accès à Internet. En effet, la connectivité est une ressource stratégique en temps de guerre. C'est pourquoi les formateurs en sécurité numérique mettent l'accent sur l'importance de l'autonomie de communication grâce aux banques d'énergie, aux batteries solaires, aux téléphones supplémentaires, aux chargeurs et câbles, aux routeurs mobiles et aux antennes par satellite. Les ingénieurs réseau ont même développé des solutions pour économiser l'énergie ou fournir l'accès à Internet sans électricité grâce au développement de fibres optiques. Par ailleurs, les formateurs en sécurité numérique fournissent parfois des conseils contre-intuitifs, notamment d'éviter le recours aux messageries cryptées, cela afin de ne pas éveiller les soupçons lors des contrôles effectués par les soldats russes. Cette description très circonstanciée de la cyberguerre en Ukraine illustre bien les enjeux cruciaux de la connectivité dans la guerre contemporaine.

Marion Larché évoque, quant à elle, la militarisation de l'eau. À la fois arme et cible de guerre, ainsi qu'enjeu de tensions entre pays dans le partage de cette ressource rare, l'eau a été intégrée aux Conventions de Genève en 1977 en tant qu'élément du *jus in bello*. Mais ces règles, peut-être en raison de leur imprécision, mais surtout à cause de l'indifférence des belligérants, n'ont cessé d'être violées, et l'autrice décrit, par exemple, la forte instrumentalisation militaire de l'eau au sein du conflit russo-ukrainien. Le chapitre s'ouvre ainsi sur l'exemple de Kherson, occupé et bombardé pendant des mois, puis inondé après la destruction du barrage hydroélectrique de Kakhovka sur le Dniepr. L'autrice envisage alors l'usage du droit international afin de dissuader

ce type de pratiques par la menace d'un jugement *a posteriori*. Par exemple, serait-il possible de juger les responsables de la destruction (illicite) du barrage de Kakhovka ? Si la réponse est positive sur le principe, elle reste peu probable en réalité, faute de moyens matériels et financiers. Dans ce contexte, l'autrice cherche à identifier les alternatives possibles pour dépasser les limites de la justice pénale internationale. Les travaux du Geneva Water Hub visent précisément à lier les droits de l'homme et le droit de l'environnement. La reconnaissance du droit fondamental d'accès à l'eau pour chaque individu pourrait permettre d'envisager une sanction *a posteriori* en cas d'usage de l'eau comme arme et cible de guerre, par la saisine des juridictions internationales de protection des droits de l'homme. L'autrice plaide donc pour la reconnaissance de l'accès à l'eau comme un droit fondamental, face au risque posé non seulement par les conflits, mais aussi par les changements climatiques.

Violette Larrieu déplace le propos vers un aspect plus institutionnel. Elle décrit la mise en place d'une « consultocratie » dans le domaine de la Défense en France. Il s'agit de la participation croissante de consultants privés à l'activité des organes publics, administrations et cabinets ministériels. L'autrice documente notamment l'émergence d'une nouvelle élite « modernisatrice » parapublique au cœur du ministère de la Défense, aujourd'hui le troisième plus gros consommateur d'expertise privée. Le recours croissant aux cabinets de conseil est encouragé par la numérisation des activités, ainsi que par les projets de réforme de l'État qui, surtout à partir du tournant de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) en 2007, reposent sur un recours systématique au secteur privé de l'expertise. Cette externalisation est justifiée par la qualité managériale des consultants, ainsi que par le concept de « cœur de métier », utilisé pour distinguer les « fonctions principales » d'une organisation de ses « fonctions support » à externaliser. Mais plus qu'une externalisation des fonctions managériales du secteur public vers le secteur privé, c'est une véritable hybridation entre les deux que décrit ce chapitre, entraînant une homogénéisation des pratiques et des méthodes de gestion, avec la diffusion des idées néomanagériales au sein de l'État, le *New Public Management*, et la circulation fréquente des personnes d'une sphère à l'autre. Le chapitre se conclut par une interrogation : la guerre en Ukraine et

les tensions internationales qui l'entourent ont récemment conduit à une augmentation significative des budgets de la Défense. S'agit-il d'un changement de cap pour la programmation militaire ?

Enfin, Laurent Vissiere décrit la vie des villes assiégées au Moyen Âge, et met en évidence la métamorphose de la société imposée par le conflit. Dans le contexte de la guerre de Cent Ans (1337-1453) les villes se referment sur un périmètre restreint entouré de fortifications. Centres de pouvoir, de richesse et de stockage, points d'appui militaires et politiques, les villes sont constamment menacées par les armées en campagne. Mais elles se protègent grâce à leurs importants moyens financiers et techniques et à leur organisation sophistiquée, notamment leur municipalité ou « Corps de Ville ». Le chapitre détaille particulièrement le système de guet dont les différentes formes illustrent le dispositif militaire des villes : le guet principal, l'arrière-guet, le guet du feu, la garde des chaînes, le guet souterrain, la garde des portes, le guet avancé. L'effort de défense mobilise tous les habitants, y compris les non-combattants – ecclésiastiques, femmes et enfants. Le matin, on laisse ainsi sortir en éclaireurs « *pages, femmes et chiens* ». Les femmes assurent également l'approvisionnement des hommes postés sur les murailles, et le « remparement » nécessaire en cas de bombardement. L'auteur rappelle que les fêtes et processions étaient maintenues même en temps de siège, pour des raisons religieuses, mais aussi de cohésion et en tant que ciment moral de la population. De même, après le siège, moult cérémonies de commémoration prenaient place, célébrant l'union spirituelle de la cité et la conduite de ses héros et héroïnes. C'est sur ce chapitre imagé, plein d'érudition et d'humour, que se clôt cet ouvrage.

Ces contributions aux approches diverses, essentiellement centrées autour du conflit en Ukraine, illustrent la permanence de la guerre et la manière dont elle transforme, détruit ou renforce les sociétés.

Table des matières

Introduction **5**
par Claudia Senik

I. Morale et rationalité dans la guerre

1 Du combat à l'histoire : Howard Zinn, le napalm et Royan **17**
par Ambre Ivol

Le déclencheur de mémoire : l'usage du napalm dans deux guerres très différentes 20
Faire de l'histoire radicale 22
Prendre la suite : révisions et prolongements historiques 26

2 L'acceptabilité morale des sanctions économiques à l'égard d'un État en guerre : les citoyens de l'Union européenne entre idéalisme moral et réalisme politique **34**
par Christine Noël Lemaitre

Les sanctions économiques de l'Union européenne 37
L'acceptabilité morale des sanctions et ses déterminants 40
L'acceptabilité morale des sanctions économiques de l'UE : entre réalisme politique et idéalisme moral 44

3 La Guerre des Juifs contre les Romains en 66-73 était-elle rationnelle ? **52**
par Michaël Girardin

L'irrationalité des causes rationnelles 54
La rationalité des causes irrationnelles 57
La pluralité des rationalités incompatibles 60

4 Goya, Gros et Géricault face à la guerre : beauté, horreur et vacuité 65
par Ozvan Bottois

Fonctions et valeurs de la représentation 66
Résistance et répression 69
Héroïsme et horreur 72
Pensées d'anonyme 74
Horreur et vacuité 76

II. Russes et Européens dans la guerre en Ukraine

5 Les Russes face à la guerre en Ukraine : une épineuse question 83
par Ekaterina Gloriozova

Sonder l'insondable : l'opinion publique en contexte autoritaire 85
Décentrer le regard : la contestation à travers les pratiques 87
L'ambivalence du politique au prisme du qualitatif 88
Faire face à l'incertitude et à la peur : les opinions politiques comme moyen de réassurance 90
Construction du consensus et clivage générationnel 94

6 Consolidation du consensus élitaire, dispersion du pouvoir d'État : les conséquences paradoxales de la guerre en Ukraine sur la Russie de Vladimir Poutine 99
par Victor Violier

La consistance du consensus politique en situation autoritaire 100
Les structures de force, colonne vertébrale du régime de Vladimir Poutine 101
Le resserrement du pouvoir autour des structures de force et la caporalisation de la frange libérale de l'élite 104
La pression des milieux nationalistes : une opposition qui concourt à la radicalisation du champ politique russe dans le contexte de la guerre en Ukraine 106

Une recomposition des acteurs au sommet du pouvoir russe et une reconfiguration des frontières de l'État 110
Les conséquences paradoxales de la guerre en Ukraine sur le consensus des élites et le pouvoir d'État 113

7 Dans la guerre d'Ukraine, l'Union européenne se révèle-t-elle comme l'État des Européens ? 117
par Sylvain Kahn

Une approbation nette du soutien à l'Ukraine 119
Une satisfaction massive à l'égard de la politique humanitaire et d'accueil, une approbation nette et différenciée du soutien financier et des sanctions 120
Une approbation majoritaire et différenciée du soutien militaire 124
Un patriotisme européen ? 126
Face à la guerre, une demande d'étaticité européenne 129

8 La protection et l'accueil des exilés de guerre ukrainiens 136
par Jean-Louis Iten

Une protection adaptée à l'urgence 138
Accélérer la réponse au besoin de protection 139
Faciliter un accueil satisfaisant 141
Une protection imparfaite 145
Les limites à court terme 145
Les limites à plus long terme 147

III. Formes anciennes et modernes de la guerre

9 Le chiffrement peut-il sauver des vies ? Les messageries sécurisées et leur infrastructure comme lieux de complémentarité entre la cyberguerre et la guerre conventionnelle : le cas de l'Ukraine 153
par Francesca Musiani

Une perspective de sciences sociales sur le chiffrement et son infrastructure 156

Histoire(s) des dispositifs de communication en temps de guerre 159
Messageries chiffrées, des outils stratégiques 161
Au-delà du chiffrement : les infrastructures de communication comme outils de survie en temps de guerre 163
Le chiffrement, entre la « guerre pour la gouvernance de l'Internet » et les nouvelles guerres 168

10 L'eau comme arme et cible de guerre : quelle(s) réponse(s) du droit international ? 171
par Marion Larché

La révolution juridique portée par le droit international humanitaire 175
Les insuffisances du droit international humanitaire 177
La difficulté d'engager la responsabilité des auteurs de crimes de guerre 180
Quelles (res)sources pour dépasser les lacunes du droit international humanitaire ? 182
La saisine prometteuse des juridictions de protection des droits de l'homme ? 185

11 La Défense à l'ère du *New Public Management* 188
par Violette Larrieu

Une mise en œuvre sans équivoque du *New Public Management* dans la Défense 191
« Le ministère de la Défense a utilisé vraiment tous les cabinets de conseil de la place » 193
La consolidation d'une élite modernisatrice de la Défense 196
Une « modernisation » sous tension 199

12 La ville assiégée ou la militarisation d'une société (France, fin du Moyen Âge) 206
par Laurent Vissière

La ville et son enceinte 208
La ville et ses défenseurs 209
Modalités du guet et de la garde 211
Les limites du système 214

Bourgeois militarisés 214
Le rôle des non-combattants 215
Entretenir le moral 219

La Fondation pour les sciences sociales 223

Les lauréats 2022 de la Fondation pour les sciences sociales 225

Cet ouvrage est imprimé
sur du papier issu de forêts
gérées durablement.

Un monde en guerre

Sous la direction de
Claudia Senik

Claudia Senik
professeur d'économie à Sorbonne-Université et à l'École d'économie de Paris, est directrice scientifique de la Fondation pour les sciences sociales.

Cet ouvrage présente les travaux des chercheurs lauréats de l'appel à projets lancé en 2022 par la Fondation pour les sciences sociales sur le thème « Un monde en guerre ? ».

Malgré les espoirs nourris par les démocraties après la Seconde Guerre mondiale, malgré la tentative de construire un ordre international fondé sur le multilatéralisme et malgré la dissuasion nucléaire, la guerre ne cesse de se rallumer en de multiples points du monde, y compris aux portes de l'Europe. Depuis 2022, la guerre en Ukraine a réactivé d'anciens débats : rationalité et justification morale de la guerre, nature des interactions stratégiques entre acteurs du conflit, mobilisation de la population civile, légitimité et efficacité des sanctions contre l'agresseur. Elle soulève également de nouvelles questions. Du côté de la Russie, la guerre fait-elle l'objet d'un consensus au sein des élites ? Pour l'Union européenne, est-elle l'occasion d'une cohésion approfondie, à l'image de l'accueil coordonné des réfugiés ukrainiens ? Ce conflit illustre également l'étendue des armes et des cibles de guerre, des plus traditionnelles telles que l'eau aux outils de communication les plus modernes.

Les douze contributions réunies dans ce volume abordent ces questionnements à l'aide des outils propres à différentes disciplines des sciences sociales et humaines. La plupart se rapportent à la guerre en Ukraine, mais certaines ramènent le lecteur au Moyen Âge ou à l'Antiquité, tandis que d'autres appréhendent la manière d'écrire l'histoire de la guerre ou de la représenter dans une œuvre picturale.

Avec des contributions de : *Ozvan Bottois, Michaël Girardin, Ekaterina Gloriozova, Jean-Louis Iten, Ambre Ivol, Sylvain Kahn, Marion Larché, Violette Larrieu, Christine Noël Lemaitre, Francesca Musiani, Victor Violier, Laurent Vissière.*

En couverture :
© Anatolii Stepanov/AFP

ISBN 978-2-348-08309-9

éditions la découverte
www.editionsladecouverte.fr

25 €

9 782348 083099

Conception graphique : AStreiff

FONDATION POUR LES SCIENCES SOCIALES

03•2024